

**Siège :
9 Rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC SUR MER**

☎ 05.56.73.29.26

**-----
EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 26 JANVIER 2017
D26012017/014**

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET,
Gilles COUTREAU, Jean Bernard DUFOURD, Véronique CHAMBAUD,
Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON,
Pierre BOURNEL, Jean Luc PIQUEMAL, Jacques BIDLUN,
Dominique FEVRIER, Pierre JACOB, Alain BOUCHON, Marie LASSERRE,
Pascal ABIVEN, Daniel JAFFRELOT, Hervé CAZENAVE, Pascale MARZAT,
Jérémy BOISSON, Sylvie LAVERGNE, Bernard BESSAC,
Marie-Hélène GIRAL, Evelyne MOULIN, Marie-Dominique DUBOURG,
Tony TRIJOLET, Claudette RAUTUREAU, Alfred AUGEREAU,

ETAIENT REPRESENTES :

Laurent PEYRONDET (pouvoir à Jérémy BOISSON)
Michel BAUER (pouvoir à Pascale MARZAT)
Barbara FRANCOIS (pouvoir à Marie LASSERRE)
Isabelle LAPALU (pouvoir à Gilles COUTREAU)
Jean-Louis DUCLOU (pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET)
Bernard LOMBRAIL (pouvoir à Xavier PINTAT)

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Anne WISNIEWSKI, Jean-Paul LE GLATIN (démissionnaire)

Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire

Membres suppléants :

Geneviève CHAUSSIER, Dominique JOANNON

SECRETAIRE DE SEANCE :

Marie LASSERRE

Objet :

**COMPETENCE TOURISME
EXTENSION DE PERIMETRE DE L'OFFICE DE TOURISME MEDOC OCEAN ET
MODIFICATIONS DES STATUTS**

Rapporteur : Pierre BOURNEL, 9^{ème} Vice-président

Vote : UNANIMITE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2221-1 et suivants, R. 2221-1 et suivants, L. 5211-17, L. 5211-41-3 III et IV et L. 5214-1 et suivants ;

VU le code du tourisme, notamment les articles L. 133-1 et suivants et R. 133-1 et suivants ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, notamment les articles 64 et 35 ;

VU l'arrêté préfectoral arrêtant le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de la Gironde ;

VU l'arrêté préfectoral notifié le 12 décembre 2016 portant création de la Communauté de communes MEDOC ATLANTIQUE, issue de la fusion des Communautés de communes de la Pointe du Médoc et des Lacs Médocains ;

VU la délibération du 16 décembre 2009 de la Communauté de communes des Lacs Médocains portant création de l'office de tourisme Médoc Océan,

VU les statuts actuels de l'office de tourisme Médoc Océan,

Considérant que les Communautés de communes de la Pointe du Médoc et des Lacs Médocains ont fusionné le 1^{er} janvier 2017 créant alors la Communauté de communes MEDOC ATLANTIQUE ;

Considérant que la Communauté de Communes des Lacs Médocains disposait d'un office de tourisme sous forme d'Etablissement Public Industriel et Commercial dénommé « Médoc Océan » ;

Considérant qu'en application des dispositions précitées, la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE est substituée dans toutes les délibérations et tous les actes des communautés fusionnées ;

Considérant qu'elle est à ce titre substituée dans les délibérations relatives à la création et au fonctionnement de l'office de tourisme « Médoc Océan » ;

Considérant toutefois que le périmètre actuel de l'office de tourisme « Médoc Océan » est limité à son périmètre historique c'est-à-dire au territoire de l'ancienne Communauté de communes des Lacs Médocains ;

Considérant qu'il est alors nécessaire de procéder à l'extension du périmètre territoriale de l'office de tourisme communautaire « Médoc Océan » afin que ce dernier intervienne sur la totalité du périmètre communautaire de MEDOC ATLANTIQUE ;

Considérant que cette extension de l'office de tourisme « Médoc Océan » nécessite une adaptation et une modification de ses statuts ;

Considérant le projet de statuts joint en annexe ;

Considérant que les agents communautaires titulaires affectés à la compétence « promotion du tourisme » sont, à compter de cette extension, mis à disposition de l'office de tourisme,

Considérant que les agents communautaires non titulaires affectés à la compétence « promotion du tourisme » se voient proposer un contrat de droit privé ;

Pour l'exercice de la compétence « promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2017, la communauté de communes MEDOC ATLANTIQUE souhaite maintenir l'office de tourisme communautaire « Médoc Océan » géré sous forme d'EPIC, en élargissant son champ d'intervention au périmètre du territoire de Médoc Atlantique ce qui nécessite une modification des statuts, de la gouvernance et de la dénomination actuels de l'office de tourisme communautaire.

Il est donc proposé au conseil communautaire :

Article 1 : d'approuver l'organisation de la compétence touristique comme suit :

- Un office de tourisme communautaire géré sous forme d'EPIC, par extension du périmètre de l'Office du tourisme communautaire existant
- Outre, le site de Lacanau, un maillage de sept bureaux d'informations touristiques répartis sur les communes de Carcans, Hourtin, Vendays-Montalivet, Le Verdon sur Mer, Grayan et l'Hôpital, Saint Vivien de Médoc et Soulac sur Mer, ce dernier étant chargé de coordonner les actions touristiques du nord.

Article 2 : d'étendre le périmètre de l'office de tourisme Médoc Océan au périmètre de la communauté de communes MEDOC ATLANTIQUE constituée de 14 communes

Article 3 : d'approuver la nouvelle dénomination de l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) « Office de Tourisme Communautaire Médoc Atlantique », dont le siège administratif demeure Place de l'Europe à Lacanau Océan (33680)

Article 4 : de procéder aux modifications statutaires de l'Office de Tourisme Médoc Océan selon le projet joint en annexe

Article 5 : de charger son Président, en tant que de besoin, de l'exécution de la présente délibération, qui sera notifiée au Préfet de la Gironde et aux Maires des communes membres.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- OUI l'exposé du rapporteur,
- VU le projet de statuts
- VU l'avis favorable du bureau du 17/01/2017, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- APRÈS en avoir délibéré,

DECIDE

- Article 1 :** d'approuver l'organisation de la compétence touristique comme suit :
- Un office de tourisme communautaire géré sous forme d'EPIC, par extension du périmètre de l'Office du tourisme communautaire existant
 - Outre, le site de Lacanau, un maillage de sept bureaux d'informations touristiques répartis sur les communes de Carcans, Hourtin, Vendays-Montalivet, Le Verdon sur Mer, Grayan et l'Hôpital, Saint Vivien de Médoc et Soulac sur Mer, ce dernier étant chargé de coordonner les actions touristiques du nord.
- Article 2 :** d'étendre le périmètre de l'office de tourisme Médoc Océan au périmètre de la communauté de communes MEDOC ATLANTIQUE constituée de 14 communes
- Article 3 :** la nouvelle dénomination de l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) est « Office de Tourisme Communautaire Médoc Atlantique », dont le siège administratif demeure Place de l'Europe à Lacanau Océan (33680)
- Article 4 :** de procéder aux modifications statutaires de l'Office de Tourisme Médoc Océan selon le projet joint en annexe
- Article 5 :** de charger son Président, en tant que de besoin, de l'exécution de la présente délibération, qui sera notifiée au Préfet de la Gironde et aux Maires des communes membres.

Nombre de membres en exercice : 37

Nombre de membres présents : 30

Nombre de suffrages exprimés : 36

Vote : Pour : 36 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, le 26 JANVIER 2017



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**
Sénateur de la Gironde
Maire de Soulac-sur-Mer

STATUTS OFFICE DE TOURISME COMMUNAUTAIRE MEDOC ATLANTIQUE

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : OBJET

L'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) « Office de Tourisme Communautaire Médoc Atlantique » se voit confier la responsabilité d'assurer les missions de service public telles que définies par l'article L. 133-3 du Code du Tourisme. A ce titre :

- Il assume l'accueil et l'information des touristes ainsi que la promotion touristique de la Communauté de Communes Médoc Atlantique, en coordination avec le Pays Médoc, l'Agence Départementale du Tourisme de la Gironde, le Comité Régional du tourisme et le GIE Atout France.
- Il contribue à coordonner les différents acteurs du développement touristique communautaire
- Il peut être chargé, par le Conseil communautaire de Médoc Atlantique, de tout ou partie de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique locale du tourisme et des programmes locaux de développement touristique, notamment dans les domaines de l'élaboration des services touristiques, de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs, des études, de l'animation des loisirs, de l'organisation de fêtes et de manifestations.
- Il peut commercialiser des prestations de services touristiques dans les conditions prévues au chapitre unique du titre Ier du livre II du Code du Tourisme.
- Il doit être obligatoirement consulté sur les projets d'équipements collectifs touristiques.

Les missions confiées à l'Office de Tourisme Communautaire Médoc Atlantique et les moyens mis à sa disposition pour l'exécution de ses missions sont précisés annuellement par le biais d'une convention d'objectifs et de moyens signées entre la Communauté de Communes Médoc Atlantique et l'Office de Tourisme Communautaire.

TITRE 2 - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

ARTICLE 1 : ADMINISTRATION DE L'OFFICE DE TOURISME

Conformément à la réglementation, l'Office de Tourisme est administré par un Comité de Direction et géré par un Directeur.

ARTICLE 2 : LE COMITE DE DIRECTION

Alinéa 1 - Nombre de membres

Le Comité de Direction comprend 37 membres répartis en 3 collèges comme suit :

- 19 sièges pour les représentants de la Communauté de Communes Médoc Atlantique, élus en son sein par le Conseil Communautaire et respectant la répartition suivante :
 - 4 Conseillers communautaires issus de la commune de LACANAU
 - 3 Conseillers communautaires issus de la commune de SOULAC SUR MER
 - 2 Conseillers communautaires issus de la commune de HOURTIN
 - 2 Conseillers communautaires issus de la commune de CARCANS
 - 2 Conseillers communautaires issus de la commune de VENDAYS-MONTALIVET
 - 1 Conseiller communautaire issu de la commune de LE VERDON SUR MER
 - 1 Conseiller communautaire issu de la commune de GRAYAN ET L'HÔPITAL
 - 1 Conseiller communautaire issu de la commune de SAINT VIVIEN DE MEDOC
 - 3 Conseillers communautaires issus des communes non pourvues de bureau d'information touristique

- 11 sièges pour les représentants désignés par les élus du bureau communautaire des socioprofessionnels du tourisme du territoire de la Communauté de Communes en respectant la répartition suivante :
 - 2 représentants des hôteliers de plein air
 - 1 représentant des villages de vacances, résidences de tourisme et résidences locatives
 - 1 représentant des prestataires d'activités de loisirs, culturelles et patrimoniales
 - 1 représentant des prestataires d'activités physiques de pleine nature
 - 1 représentant des hôteliers
 - 1 représentant des loueurs de meublés
 - 1 représentant des agences immobilières
 - 2 représentants des restaurateurs et commerçants
 - 1 représentant de la viticulture
- 7 sièges pour les personnes qualifiées dans le domaine du tourisme désignées par les élus du bureau de la Communauté de Communes Médoc Atlantique.

Par ailleurs, seront invités à participer aux réunions du comité de direction, sans voix délibérative, l'Agence Départementale du Tourisme et le Comité Régional du Tourisme.

Alinéa 2 - Durée des mandats

Les conseillers communautaires membres du Comité de direction sont élus par le Conseil de Communauté pour la durée de leur mandat.

Le mandat des représentants des socioprofessionnels du tourisme est d'une durée identique à celui des conseillers communautaires.

Le mandat des personnes qualifiées dans le domaine du tourisme est d'une durée identique à celui des conseillers communautaires.

Alinéa 3 - Fin anticipée du mandat d'un membre

La radiation d'un membre peut être prononcée par le Comité de Direction, le membre intéressé ayant été appelé à présenter sa défense.

En cas de vacance, par décès, démission, exclusion ou fin de mandat d'un membre, le Comité de direction de l'EPIC pourvoit à son remplacement conformément à l'alinéa 1 - Article 2 - Titre II des présents statuts.

En cas de dissolution, changement d'objet et/ou statuts d'un organisme représenté au sein du Comité de direction de l'Office de Tourisme, le Comité de direction de l'EPIC pourvoit à son remplacement conformément à l'alinéa 1 - Article 2 - Titre II des présents statuts.

Alinéa 4 - Mode de fonctionnement

Le Comité élit un Président et 3 Vice-présidents parmi ses membres.

Hormis la présidence de la séance du Comité de Direction en cas d'empêchement du Président, les Vice-présidents ne peuvent exercer d'autres pouvoirs que ceux qui leur ont été délégués par le Président.

Le Comité de Direction se réunit au moins 6 fois par an. Il est en outre convoqué chaque fois que le Président le juge utile, ou sur demande de la majorité de ses membres en exercice.

Les convocations sont faites par le Président, qui est également chargé d'arrêter l'ordre du jour. Elles sont adressées par mail au moins 8 jours francs avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par le Président.

Le Directeur de l'établissement public assiste au Comité de Direction avec voix consultative.

Il tient le procès-verbal de la séance qu'il soumet au Président avant l'expiration du délai de 15 jours.

Le cas échéant le Directeur pourra être accompagné de toute personne qualifiée concernée par l'ordre du jour. Les séances du Comité de Direction ne sont pas publiques. Le Président peut appeler à siéger avec voix consultative toute personnalité dont la présence lui paraît utile.

Lorsqu'un membre du Comité de Direction fait connaître qu'il ne pourra pas siéger à une séance à laquelle il a été convoqué, il donne pouvoir à un autre membre du même collège.
Un seul pouvoir ne peut être reçu par membre.

Le Comité de Direction ne peut délibérer que si le nombre des membres présents à la séance dépasse la moitié de celui des membres en exercice. Lorsque le quorum n'a pas été atteint après une première convocation, il est procédé à une deuxième convocation à huit jours d'intervalle au moins.

Les délibérations prises après cette deuxième convocation sont valables, quel que soit le nombre de présents.

Les délibérations du Comité de Direction sont prises à la majorité des votants. En cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante.

Le Comité de Direction peut constituer des commissions de travail auxquelles sont susceptibles de participer des personnalités qualifiées extérieures à l'Office de Tourisme. Elles sont présidées par un membre du comité.

Les membres du Comité de Direction de l'Office de Tourisme ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées en cette qualité.

Alinéa 5 - Attributions

Le Comité de Direction délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement et l'activité de l'Office de Tourisme Communautaire Médoc Atlantique, et notamment sur :

- Le budget des recettes et des dépenses de l'office ;
- Le compte financier de l'exercice écoulé ;
- La fixation des tarifs des services et prestations proposés et commercialisés par l'Office de Tourisme ;
- La fixation des effectifs minimums du personnel et le tarif de leurs rémunérations ;
- Le programme annuel d'actions.

Toute question relative à la mise en œuvre des missions de l'Office de Tourisme telles que définies à l'article 1er Titre I des présents statuts.

Suivant l'article L133-9 du Code du tourisme, le Comité de Direction sera amené à délibérer sur les projets d'équipements touristiques collectifs. Il pourra également délibérer sur toutes autres questions qui lui seront soumises pour avis par le Conseil Communautaire Médoc Atlantique.

Les marchés de travaux, fournitures et services sont soumis aux règles applicables du code des marchés publics.

ARTICLE 3 : LE DIRECTEUR

Alinéa 1 - Statut

Le Directeur assure le fonctionnement de l'EPIC sous l'autorité et le contrôle du Président.

Il est nommé par le Président, après avis du Comité de Direction. Il ne peut être Conseiller Communautaire.

Le statut du Directeur est régi par les dispositions du Code du Tourisme (articles R133-11 à 13) et par le

Code Général des Collectivités Territoriales C.G.C.T. notamment dans ses articles R. 2221-22 à 29.

Alinéa 2 - Attributions

Le Directeur assure, sous l'autorité et le contrôle du Président du Comité de Direction, le fonctionnement de l'établissement public. A cet effet :

- il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Comité de Direction,
- il exerce la direction de l'ensemble des services, sous réserve des dispositions ci-après concernant l'agent comptable,
- dans la limite des inscriptions budgétaires, il recrute et licencie le personnel nécessaire, avec l'accord du Président,
- il est l'ordonnateur de l'établissement public, et à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses.

Le Directeur peut signer, par délégation du Président et en exécution des décisions du Comité de Direction, tous actes, contrats, traités et marchés.

Le Directeur fait chaque année un rapport sur l'activité de l'établissement public, qui est soumis au Comité de Direction par le Président, puis au Conseil de Communauté.

ARTICLE 4 : LE PERSONNEL

Les agents de l'établissement public autres que le Directeur, l'agent comptable et le personnel sous statut de droit public mis à disposition, relèvent du droit du travail, c'est-à-dire des conventions collectives régissant les activités concernées.

TITRE III - BUDGET ET COMPTABILITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC

ARTICLE 1 : BUDGET

Le budget de l'EPIC comprend, notamment, en recettes le produit :

- des subventions
- des souscriptions particulières et d'offres de concours
- de la taxe de séjour
- de toute taxe que le Conseil Communautaire aura décidé de lui affecter
- des dons et legs
- des recettes provenant de la gestion de services et autres installations (vente des produits vendus en boutique, organisation de marchés, de visites...).

Le budget de l'EPIC comporte, notamment, en dépenses :

- les frais d'administration et de fonctionnement
- l'ensemble des frais nécessaires à la bonne réalisation des missions confiées comme définies à l'Article 1 - Titre I des présents statuts

Le budget préparé par le Directeur est présenté par le Président au Comité de Direction qui en délibère avant le 15 mars.

En fin d'exercice, le Directeur présente le rapport d'activité avant le 31 mai accompagné du compte financier et de ses annexes. Le compte financier comprend les éléments prévus à l'article R.2221-51 du Code Général des Collectivités Territoriales C.G.C.T. Le Comité de Direction délibère sur ce rapport et ses annexes. Le compte, affirmé sincère et véritable, daté et signé par le comptable, est présenté au juge des comptes, conformément à l'article R.2221-52 du C.G.C.T.

Le budget et les comptes de l'Office de Tourisme, après délibération du Comité de Direction, sont soumis à l'approbation du Conseil communautaire.

En vertu de l'article R 133-15 du Code de Tourisme, si l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, saisi à fin d'approbation du budget, n'a pas fait connaître sa décision dans un délai de trente jours, le budget est considéré comme approuvé.

Par ailleurs, l'article R 133-16 du Code de Tourisme, le compte financier de l'exercice écoulé est présenté par le président au comité de direction, qui en délibère et le transmet au conseil municipal ou à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale pour approbation.

ARTICLE 2 : COMPTABILITE

La comptabilité de l'EPIC est tenue conformément au plan comptable général.

Cette comptabilité doit permettre, notamment :

- de déterminer le montant des produits et des charges de l'exploitation ainsi que les résultats selon les différents types d'activités de l'Office de Tourisme.
- d'apprécier la situation active et passive de l'établissement.

Un inventaire, dont les résultats sont produits au juge des comptes à l'appui du compte financier, est dressé en fin d'exercice conformément aux principes du plan comptable général.

ARTICLE 3 : COMPÉTENCES DE L'AGENT COMPTABLE

Les fonctions d'agent comptable sont confiées à un comptable du trésor : le trésorier de Castelnau de Médoc.

L'agent comptable peut, sous sa responsabilité, déléguer sa signature à un ou plusieurs agents.

L'agent comptable assure le fonctionnement des services de la comptabilité avec l'aide du personnel nécessaire. Il est soumis à l'ensemble des obligations qui incombent aux comptables publics selon le décret portant règlement général sur la comptabilité publique.

Le Directeur peut, avec l'agrément du Comité de Direction et sur avis conforme de l'agent comptable, créer des régies de recettes et des régies d'avances soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles 3 à 14 du décret N°64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics. Les régisseurs et régisseurs suppléants sont nommés par le Directeur de l'EPIC après avis conforme de l'agent comptable.

ARTICLE 4 : INVENTAIRE

L'Office de Tourisme peut acquérir des biens meubles nécessaires à son fonctionnement. L'établissement peut recevoir des dons et legs dont l'acceptation relève du Comité de Direction.

TITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 1 : ASSURANCES

L'Office de Tourisme est tenu, conformément à la loi, de contracter les assurances nécessaires pour garantir ses activités.

Il doit également garantir les biens mobiliers et immobiliers contre les risques de toute nature pour leur valeur réelle avec renonciation de l'assureur à tout recours contre la Communauté de Communes Médoc Atlantique.

En cas de sinistre, les indemnités allouées par les compagnies d'assurances sont employées à la réfection des bâtiments et installations sinistrés.

ARTICLE 2 : CONTENTIEUX

L'EPIC est représenté en justice et dans tous les actes de la vie civile par le Président qui peut déléguer son pouvoir au Directeur, sous réserve des attributions propres de l'agent comptable.

Les instances judiciaires sont soutenues, en action ou en défense, après autorisation du Comité de Direction. Les transactions sont conclues dans les mêmes conditions.

Le Directeur peut, sans autorisation préalable du Comité de Direction et sous réserve des attributions propres à l'agent comptable, faire tous actes conservatoires ou interruptifs des délais de forclusion, prescription ou déchéance.

ARTICLE 3 : CONTRÔLE PAR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

D'une manière générale, la Communauté de Communes Médoc Atlantique peut, à tout moment, demander toutes justifications concernant l'accomplissement des obligations de l'Etablissement Public, effectuer toutes vérifications qu'elle juge opportunes, obtenir tout document comptable, statistique ou autre, et faire effectuer toutes vérifications qu'elle juge utile sans que le Comité de Direction ni le Directeur n'aient à s'y opposer.

La commission Tourisme de la Communauté de Communes, composée d'élus communautaires, se réunit au moins trois fois par an et valide les orientations stratégiques de l'EPIC.

Elle valide la mise en place du plan d'actions.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DES STATUTS

Les présents statuts pourront faire l'objet de modifications pour permettre notamment leur adaptation à l'évolution du contexte touristique et pour faciliter leur mise en conformité avec l'évolution législative et réglementaire. Ces modifications seront approuvées par le Comité de Direction dans les conditions fixées à l'Alinéa 4 - Article 2 - Titre II des présents statuts.

ARTICLE 5 : REGLEMENT INTERIEUR

Pour toute autre question se rapportant au fonctionnement et à l'administration interne de l'Office de Tourisme, l'EPIC Office de Tourisme Communautaire Médoc Atlantique peut disposer d'un règlement intérieur validé par le Comité de Direction et modifiable par ce dernier autant que besoin.

ARTICLE 6 : DISSOLUTION

La dissolution de l'EPIC Médoc Atlantique est prononcée par délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Médoc Atlantique.

ARTICLE 7 : DOMICILIATION

L'Office de Tourisme fait élection de domicile à l'Office de Tourisme Médoc Océan - Place de l'Europe - 33680 LACANAU.